

Une politique fiscale source d'inégalité et de précarité

Lors de ce congrès, dans les textes préparatoires, on s'interroge sur la manière dont nous pourrions faire comprendre aux français-es l'utilité de l'impôt pour les services publics et donc la lutte contre les inégalités. Cela nous paraît être assez simple de mener des campagnes où nous pourrions expliquer ce que coûterait à un particulier, l'éducation, la santé, les transports si nous n'avions pas de politique fiscale de redistribution, ainsi que l'importance pour la société de la solidarité sur ces questions.

La crise du covid a démontré que les Français-es ont toujours été attaché-es au service public. Cependant, il faudrait être aveugle pour ne pas s'apercevoir que quand certain-es s'enrichissent, d'autres s'appauvrissent. Il faut donc faire campagne en ce sens.

Les derniers gouvernements n'ont cessé de faire des cadeaux aux entreprises, pour relancer la compétitivité...Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi a été beaucoup critiqué car il est difficile d'en faire un bilan en terme d'emplois. Il a été abandonné en 2019. La grogne a-t-elle été entendue ? Non, en fait dans le même temps, l'impôt sur les sociétés a baissé.... Le plan « 1 jeune, 1 solution » permet de faire encore des cadeaux fiscaux aux entreprises, un parmi tant d'autres... Sans aucun bilan probant.

Pourtant les entreprises vont bien. Il suffit de s'intéresser au CAC 40 pour preuve. Et les spéculations reprennent, au risque d'un « 2008 le retour ». Il suffirait de réglementer ces fonds, de sortir du spéculatif et de la capitalisation. Une volonté politique en d'autres termes.

Pour couronner le tout, les différents scandales liés à l'évasion fiscale ont fait prendre conscience que nous n'étions pas tous et toutes soumis-es aux mêmes règles face à la fiscalité. Ces mêmes entreprises qui bénéficient des réductions ou crédits d'impôts pour l'aide à l'emploi et la relance de la compétitivité, pratiquent allègrement la fraude fiscale, comme l'a révélé les « luxleaks », une « optimisation fiscale » pour Jean Claude Juncker (effectivement, une personne précaire « profiterait » de l'assistanat à la française, une grande entreprise optimise...)

À la suite des Panama, Pandora Papers, on nous a expliqué qu'il était difficile de tracer l'évasion fiscale. Bizarrement, c'est beaucoup plus simple actuellement pour les oligarques russes...

Alors, quand le président Macron affirme qu'il suffit de traverser la rue pour trouver un emploi, on s'interroge ! Lui, que nous pourrions qualifier de président de l'évasion fiscale... Lui, qui fait peser la responsabilité de la précarité sur les victimes de la précarité et qui continue de le faire dans ces annonces (cf RSA). La honte doit changer de camp!

Rozenn Cros, école émancipée